Union européenne, taxe Covid19 et réponses à la crise — 2008-2020 : Ne plus trébucher sur la même pierre

mardi 5 mai 2020, par GARI Manuel, MORENO Julián (Date de rédaction antérieure : 3 mai 2020).

Une nouvelle crise, en moins de dix ans, apporte à nouveau des difficultés et des pénuries économiques pour de nombreuses personnes. Mais cette fois, la crise économique ne vient pas seule. Le ralentissement était certes déjà prévu, mais jamais dans l'histoire la rupture de la chaîne de valeur mondiale n'a été aussi brutale, synchronisée et meurtrière ; elle ne s'est jamais présentée comme une crise mondiale multiforme : sanitaire, environnementale, sociale, productive et géopolitique.

Les vieilles recettes, les outils connus et les institutions économiques et politiques internationales qui ont émergé après la Seconde Guerre mondiale, comme l'ONU , l'OMS, le FMI ou la Banque mondiale, se sont révélées incapables de faire face à ce modèle de crise mondiale. Bien entendu, l'Union européenne ne l'est pas non plus, bloquée par le traité de Maastricht, le plan de stabilité et de croissance et son incapacité à être plus qu'un simple marché de biens et de capitaux.

Cette pandémie en remet une couche : après des années de coupes dans les dépenses publiques, des renflouements de millions de dollars dans les banques et des privatisations de services publics, des millions de personnes ont continué de grossir les poches d'exclusion sociale. Au cours de la dernière décennie, malheureusement, des politiques néolibérales ont été appliquées qui ont laissé de nombreuses personnes à la belle étoile : les expulsions se sont poursuivies, le prix de l'énergie n'a cessé d'augmenter, les conditions de travail n'ont cessé de s'aggraver, tandis que les riches s'enrichissaient.

En Europe et en Espagne, des recettes d'austérité ont été appliquées au secteur public, ce qui a entraîné des coupes dans les services de santé, d'éducation, de recherche, de culture ou sociaux, mais en même temps le système économique a continué de bénéficier aux grandes fortunes, comme l'indiquent tous les indicateurs de concentration des la richesse et le poids décroissant du revenu du travail dans le PIB.

Après la crise immobilière, pratiquement rien n'a changé sur le marché financier : le capitalisme n'a pas été refondé, pas plus que des véritables contrôles n'ont été imposés à la spéculation ou à la concentration de capitaux énormes dans quelques mains. Et l'amélioration des services publics ou des prestations sociales n'a pas été encouragée pour atténuer les difficultés vitales de la population la plus vulnérable, ou plutôt c'est l'inverse qui a été fait : les droits et les dépenses ont été réduits avec l'implacable « excuse » de la stabilité budgétaire et de l'objectif due réduction du déficit.

Entre-temps, le processus de privatisation de tous les secteurs productifs et même de reproduction sociale a progressé. De plus, pour aggraver les choses, les grandes fortunes, les multinationales et les millionnaires paient de moins en moins d'impôts : leur ingénierie fiscale créative, favorisée par les paradis fiscaux et par les avantages fiscaux importants de divers États membres de l'UE (Irlande,

Luxembourg ou Faible entre autres) ou de pays synchronisés avec la communauté comme le cas de la Suisse, ont permis à ceux qui en ont le plus, de ne contribuer si peu, ou presque rien, aux caisses publiques. En Espagne, Inditex, qui a esquivé 600 millions d'euros en trois ans, est un exemple clair d'égoïsme fiscal contre lequel il faut lutter.

Parallèlement à l'ingénierie et à l'évasion fiscales, il existe des pratiques de contournement juridique qui nuisent gravement à la perception des impôts sur les ventes, telles que les nouvelles plateformes et, en général, les principales sociétés de TIC. Et, à son tour, n'oublions pas que la grande majorité de la population s'acquitte de ses obligations fiscales par le biais du revenu du travail ou des taxes à la consommation, supportant la charge des revenus de l'État auxquelles d'autres échappent, ce qui a pour conséquence que la majorité sociale souffre d'une baisse de la qualité ou du nombre des services publics, bref, ses droits sont anéantis.

Ne vous y trompez pas : l'UE elle-même est construite par et pour la liberté de circulation des capitaux, mais sans unifier les régimes fiscaux. L'UE a une très grande permissivité (elle l'encourage et promeut même) les activités frauduleuses d'évasion fiscale qui favorisent systématiquement ceux qui en ont le plus. Nous le dénonçons depuis des années, le projet européen est faible avec les forts et dur avec les vulnérables : liberté de circulation pour les capitaux et murs aux frontières pour les personnes.

De 2008 à 2020, la même dynamique ne s'est pas arrêtée : les pertes ont été socialisées, la crise a été payée par nous tous et toutes et les bénéfices ont été privatisés ; les renflouements de millions de dollars aux banques n'ont pas été récupérés ni les impôts des riches. Cette fois, nous ne pouvons pas permettre que la même chose se reproduise ; nous ne devons pas trébucher sur la même pierre deux fois. Comme le dit Daniel Albarracín [1], nous devons éviter à tout prix que « le financement d'aujourd'hui soit la dette de demain, et les ajustements structurels (coupes) d'après-demain », nous devons chercher une issue, c'est-à-dire un financement, à la crise actuelle par des impôts progressifs sur la richesse et les bénéfices. Il est essentiel que les coûts de la crise et les bases de toute reprise qui vaut d'être encouragée soient supportés par le capital et non sur le dos de la majorité sociale active.

Dernièrement, les propositions n'ont cessé d'apparaître dans l'UE pour tenter de faire face à la crise socio-économique qui va arriver : Coronabonos, le plan Marshall européen, la dette perpétuelle…, mais on ne sait pas très bien d'où proviendra cet argent, qui paiera la facture. Allons-nous payer, nous les mêmes que d'habitude ? La dette publique augmentera-t-elle à nouveau et des coupes budgétaires seront-elles effectuées pour la payer ? Les générations actuelles et futures vont-elles payer cette crise avec des coupes dans les droits et une précarité accrue ? Allons-nous permettre que la même chose se produise qu'en 2008-2010 ?

Nous avons besoin de courage et d'ambition. Dans chaque pays, à commencer par le nôtre, mais aussi au niveau de l'ensemble de l'Union européenne, il faut créer un nouveau modèle fiscal Robin Hood ; il faut faire un premier pas dans cette direction. Nous devons créer une taxe d'urgence européen Covid19 qui taxe les grandes fortunes, afin de redistribuer Cette fois, il faut socialiser les profits, pas les pertes. L'urgence demande des mesures extraordinaires et énergiques qui nous permettent de répondre aux besoins et aux carences sociales, économiques et sanitaires que la pandémie provoque.

Réclamer ce modèle fiscal extraordinaire nous permet également de lutter contre le discours de droite « un monde sans impôts, c'est mieux », car c'est faux et très dangereux : cela signifie mettre fin aux services publics, car sans impôts nous n'aurons pas la santé pour l'ensemble de la population (ni éducation ni routes ni prestations sociales, etc., ...), c'est-à-dire une santé publique de qualité, gratuite et universelle. Il est important de miser sur une coopération fiscale progressive et

harmonisée dans tous les États européens et de promouvoir la solidarité internationale et sociale. C'est pourquoi nous faisons une proposition supranationale pour imposer une tranche supplémentaire aux impôts nationaux en termes de richesse ou d'impôt sur les bénéfices.

Il est nécessaire de faire un saut qualitatif dans la coopération fiscale, d'isoler et de sanctionner les banques, coopérateurs nécessaires à l'évasion fiscale, ainsi que les grandes multinationales et les fortunes familiales, qui transfèrent leurs revenus et leur fortune dans des paradis fiscaux. Nous devons être rapides et efficaces, donc une taxe Covid19 devrait être créé avant le 30 juin 2020, avec une seule application et administrée par la communauté mais dont les fonds sont gérés à 90% par les États membres, dans le but d'aider à fournir des ressources économiques suffisantes pour répondre aux multiples besoins de santé dans les États membres, et initier une redistribution des revenus parmi la population en couvrant, au moins partiellement, les besoins sociaux les plus aigus engendrés par la crise.

La répartition de ces 90% des revenus de la taxe Covid19 se ferait en fonction des besoins et de l'impact de la pandémie dans les différents États. Les 10% restants de ces revenus extraordinaires provenant de cette taxe d'urgence peuvent être la première pierre d'un système communautaire de recherche biosanitaire publique qui permette aux recherches menées par chacun des États d'être coordonnés de manière coopérative et efficace. Comment cette taxe serait-elle articulée ? Nous pensons qu'il faut taxer à la fois les profits des sociétés, les bénéfices et le patrimoine, ainsi que la fortune des particuliers et des fonds d'investissement et des sociétés de capitaux propres.

Plus précisément, nous proposons que les profits des entreprises de plus de 5 millions d'euros réalisés sur l'ensemble du territoire de l'UE soient imposés à 3% des bénéfices nets et, en ce qui concerne les fonds propres, à 1% sur ceux des particuliers et avec 3% celui des fonds d'investissement et des sociétés patrimoniales, toujours à la valeur de marché de tous leurs actifs patrimoniaux de toute nature au 31 décembre 2019. Cela peut être une première pierre pour construire cette autre Europe que nous voulons et dont nous avons besoin : l'Europe qui promeut la répartition des richesses, celle qui traite des personnes et pas seulement du capital. Ce n'est pas la mesure définitive, mais elle est utile et extrêmement nécessaire pour faire face à cette situation d'urgence sans recourir à la dette galopante et à ses conditions, à des coupes impitoyables.

Cette taxe Covid19 devrait également servir à changer le discours anti-fiscal qui est repris malheureusement dans les États européens ; Il faut changer la « moralité » des impôts de la société, il faut rendre crédible et juste la fiscalité donc une fiscalité qui pèse beaucoup plus fortement sur les 1% les plus riches que sur les 99% de la population. Tout cela serait un pas en avant vers une nouvelle relation de solidarité entre les peuples. Comme l'a récemment écrit l'eurodéputé Miguel Urbán, « Nous avons besoin de propositions et de victoires. Et nous en avons un besoin urgent. La crise est déjà là » [2].

Il est essentiel de commencer à formuler des propositions concrètes et réalisables. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui de telles taxations sont demandées (dans le cadre des économies nationales, voire supranationales) par des économistes de renom tels que Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Gabriel Zucman ou Camille Landais ou les présidents d'Italie et d'Argentine et, dans le cas du système fiscal espagnol, des organisations telles que Ecologistas en Acción ou ATTAC et des personnalités politiques tels que Teresa Rodríguez, Pablo Iglesias, Alberto Garzón et Iñigo Errejón.

Cette mesure aurait également un double effet : atténuer immédiatement les besoins de financement des gouvernements européens pour faire face aux conséquences les plus aiguës de la pandémie et, en même temps, démontrer qu'il existe d'autres solutions économiques qui ne passent pas par le austérité ou l'endettement. Il s'agit de ne plus jamais tomber dans les mêmes erreurs qui ont été commises au cours de la dernière décennie et donc que cette fois, la facture de la crise ne soit pas

pas payée par les mêmes, que cette fois il y ait solidarité et redistribution de la richesse au lieu des coupes dans les dépenses public et dette : aussi simple et juste que cela.

Julián Moreno, contrôleur municipal, **Manuel Garí**, économiste. Militants anticapitalistes-

---

P.-S.

• Version originale de *Viento Sur*. 03/05/2020 :
https://www.vientosur.info/spip.php?article15941

Notes

[1] https://vientosur.info/spip.php?article15909

[2] https://www.eldiario.es/euroblog/tasa-europea-COVID19-multimillonarios-multinacionales_6_1021257891.html